

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 21/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAS Maison Francois Cholat (ex coop Dauphinoise)**

1310 route de Thuile  
38510 Morestel

Références : UD-R-CRT-26-73-MPS  
Code AIOT : 0006105235

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement SAS Maison Francois Cholat (ex coop Dauphinoise) implanté place de la gare ZONE PORTUAIRE DE Loire 69560 Saint-Romain-en-Gal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le suivi des prescriptions émises lors des visites précédentes (2021, 2025) et la procédure de cessation d'activité donnant suite à la notification de l'arrêt définitif au 01/01/2025 par l'exploitant le 02/07/2025.

Cette visite vise à vérifier les points suivants :

La conformité administrative :

- Régularisation de la cessation d'activité (transmission du mémoire de réhabilitation, accord sur l'usage futur du site) ;
- Respect des procédures de notification aux parties prenantes (mairie de Saint-Romain-en-Gal, propriétaire CNR, préfet).

La mise en sécurité du site (article R. 512-75-1) :

- Évacuation des produits dangereux et gestion des déchets ;
- Sécurisation des accès ;
- Suppression des risques d'incendie/explosion ;
- Surveillance des pollutions.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Maison François Cholat (ex coop Dauphinoise)
- place de la gare ZONE PORTUAIRE DE Loire 69560 Saint-Romain-en-Gal
- Code AIOT : 0006105235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par SAS Maison François Cholat, était une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise au régime de l'enregistrement (rubrique n°2160 de la nomenclature ICPE, arrêté préfectoral du 20/09/2017). Son activité principale concernait le stockage et la manutention de produits agricoles céréalier.

L'exploitant a notifié sa cessation définitive d'activité par mail le 2 juillet 2025, avec un arrêt effectif au 1er janvier 2025, en transmettant le formulaire CERFA n°1527504.

**Thèmes de l'inspection :**

- Sécurité/sûreté

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Usage futur	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
6	Mise en Sécurité_pollution	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Cessation_Attes Mémoire	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-46-27	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites de la précédente inspection_situation administrative	Autre du 25/06/2025	Sans objet
3	Mise en sécurité_produits dangereux et déchets	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°	Sans objet
4	Mise en sécurité_sécurisation et absence d'équipements abandonnés	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°	Sans objet
5	Mise en sécurité_suppression des risques d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant "SAS Maison François Cholat" a notifié sa cessation d'activité le 02/07/2025. Lors de la visite, l'inspection a relevé : l'absence de l'Attes Sécur et du diagnostic des sols, la gestion des déchets dangereux et non dangereux, mais également une mise en sécurité incomplète. Ces points ont été régularisés et justifiés a posteriori par l'exploitant et l'entreprise "Transports Michaud" (futur exploitant du site, qui exploite d'ores-et-déjà sur une ancienne partie du site). L'exploitant doit transmettre sous 2 mois l'Attes Mémoire (Mémoire de Réhabilitation), le délai réglementaire de 6 mois (à compter du 01/01/2025) étant dépassé.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la précédente inspection\_situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 25/06/2025
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Autre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'inspection du 28/07/21 avait mis en évidence un silo pratiquement vide. Le rapport de l'inspection du 23/06/2025 avait demandé à l'exploitant qu'il régularise sa situation administrative en engageant le processus de cessation d'activité conformément à l'article R.512-75-1 et suivants du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>

Le 02/07/2025, l'exploitant a notifié par mail à l'inspection sa cessation d'activité, en joignant le formulaire CERFA n°1527504. L'inspection relève que l'exploitant répond à la demande formulée dans le précédent rapport, mais constate également que le document ne mentionne aucune mesure prise ou prévue pour garantir la sécurité du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Usage futur**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réhabilitation

**Prescription contrôlée :**

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du

mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

**Constats :**

**Constats documentés :**

L'Arrêté préfectoral du 20/09/2017 classe l'établissement sous la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au régime de l'enregistrement. Aucun usage futur n'y est mentionné, ainsi que dans l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant n'a pas justifié l'information d'usage future auprès de la Mairie de St-Romain-en-Gal ni auprès du propriétaire la Compagnie nationale du Rhône « CNR ».

**Constats issus de la visite sur site :**

L'exploitant n'a pas justifié l'information d'usage future auprès de la Mairie de St-Romain-en-Gal ni auprès du propriétaire la Compagnie nationale du Rhône « CNR ».

**Compléments faisant suite à l'inspection :**

L'exploitant a justifié par mail l'information d'usage future auprès de la Mairie de St-Romain-en-Gal, mais pas auprès du propriétaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier sous 15 jours de l'information d'usage future auprès du propriétaire (CNR).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 3 : Mise en sécurité produits dangereux et déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

**Constats :**

**Constats issus de la visite sur site :**

L'inspection constate qu'un sac de gravats constitue le seul déchet identifiable sur site. Par ailleurs, un séparateur hydrocarbure est présent, mais l'exploitant n'a fourni aucune justification concernant son curage, ni lors de la notification de cessation d'activité, ni pendant la visite d'inspection.

**Compléments faisant suite à l'inspection :**

L'exploitant a justifié par mail la réalisation du curage du séparateur à hydrocarbures par l'entreprise Transport Michaud (futur exploitant du site). Il a également justifié l'enlèvement et le traitement du sac à gravats contenant de la ferraille.

L'entreprise Transport Michaud a confirmé par mail exploiter le site et a justifié la mise en place d'une opération de pompage, nettoyage et remise en eau annuelle du séparateur hydrocarbure, ainsi que du curage de la grille d'eaux pluviales du portail d'accès et du traitement des déchets résiduels en filière agréée, la dernière intervention ayant eu lieu le 24/07/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Mise en sécurité\_sécurisation et absence d'équipements abandonnés**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

**Constats :**

L'inspection a relevé des non-conformités lors de la visite d'inspection, que l'exploitant a rectifié pour se conformer aux prescriptions réglementaires mentionnées ci-dessus.

Les constats détaillés figurent dans la partie confidentielle du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Mise en sécurité\_suppression des risques d'incendie et d'explosion**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constats issus de la visite sur site :</u></b>  L'inspection constate que l'installation électrique des bâtiments a été mise hors énergie, mais quelle n'a pas été consignée. L'exploitant n'a pas fourni à l'inspection l'Attes Sécur justifiant la mise en sécurité des installations.</p> <p><b><u>Compléments faisant suite à l'inspection :</u></b>  L'exploitant a justifié par mail la condamnation et la consignation de l'installation électrique des bâtiments mis hors énergie.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

**N° 6 : Mise en Sécurité\_pollution**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constats issus de la visite sur site :</u></b>  L'exploitant n'a pas fourni de justification concernant le diagnostic des sols (historique ou sondages).  L'inspection constate la présence d'une flaque, vraisemblablement composée d'huile hydraulique. Celle-ci semble provenir d'une fuite sur l'engin de manutention portuaire (déchargeur à grappin pour navires vrac) exploité par l'entreprise Transport Michaud (futur exploitant du site).</p> <p><b><u>Compléments faisant suite à l'inspection :</u></b>  L'exploitant a transmis par mail les coordonnées de la personne référente sécurité de l'entreprise Transport Michaud pour ce site. L'entreprise Transport Michaud a confirmé par mail exploiter le site ainsi que l'engin concerné par la fuite et a justifié les mesures correctives mises en place.  Le bureau d'études missionné par l'exploitant a transmis à l'inspection l'Attestation de Sécurité (Attes Sécur). Il a indiqué qu'après analyse du diagnostic des sols de la parcelle, réalisé par la Compagnie Nationale du Rhône (propriétaire du site), le doute concernant une éventuelle pollution au niveau du séparateur à hydrocarbures serait levé par la réalisation de sondages complémentaires.  L'exploitant a confirmé par mail s'être engagé à faire réaliser ces sondages par son bureau d'études.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous 2 mois son Attestation de Mémoire (Attes Mémoire), en veillant à la bonne intégration des résultats d'analyse des sondages de sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Cessation\_Attes Mémoire**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-46-27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mémoire de réhabilitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas fourni d'Attes Mémoire à l'inspection, or le délai de six mois à compter de l'arrêt définitif est dépassé. Pour rappel l'exploitant a notifié par mail (02/07/2025) sa cessation d'activité en joignant le CERFA n°1527504 avec un arrêt définitif au 01/01/2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit transmettre sous deux mois à l'inspection l'Attes Mémoire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois